L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827 — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 4 NOVEMBRE 1911 — 85ème Année

La France et la Guerre.

—:o:—

C'est dimanche. Dans la petite gare où le train va passer allant au chef-lieu, deux vieux dont l'âge courbe le corps vers le sol, mais dont l'œil brille vif et clair au soleil d'automne, parlent de leurs campagnes Magenta, Solférino de leurs souvenirs de guerre et des risques de guerre aussi, les images d'hier évoquant les soucis d'aujourd'hui.

—Et savoir qui serait vainqueur ?

—Savoir ? . .

—Mais, s'il faut y aller, faut y aller.

—C'est sûr ?

—On a des cas qu'on ne choisit pas.

—C'est juste.

Et derrière les vieux, je vois se dessiner l'unanime approbation des jeunes, de ceux qui "partiraient", gars de trente ans bien en chair, à qui la terre clémente assure une vie de fructueux travail, et qui, en vérité n'ont rien à gagner et tout à perdre à la guerre qu'ils acceptent ainsi.

Gens de l'Est qui ont la revanche dans le sang ? Non C'est dans le centre de la France, une campagne comme les autres, âpre au gain, sans passion nationale, et radicale-socialiste, si j'en juge par ses votes. Alors ? Alors, il faut penser, et tous les témoignages concordent, justifiant cette conclusion, qu'il y a en ce moment, dans l'âme française, le sens d'une nécessité éventuelle de guerre et que cette nécessité est envisagée de sang-froid. Fait nouveau qui, par ses conséquences, impose aux bons citoyens une revision fondamentale de leur examen de conscience.

—

La guerre ? Il y a si longtemps qu'on avait perdu l'habitude d'y croire

Pendant quinze ans, après le traité de Francfort, on a craint de la subir et de n'être pas prêt. Puis un beau jour, par une curieuse rencontre, alors que vingt ans passés et un sérieux travail militaire permettaient de mieux augurer de nos forces, l'alliance russe est venue et la France s'est jugée à la fois capable de faire la guerre sûre de garder la paix. Le trouble s'est apaisé. La confiance s'est enracinée. On a cru qu'on ne risquait rien. Même les officiers l'ont cru. Les uns, se rappelant que qui ne risque rien n'a rien, ne se sont pas résignés à cette sécurité et sont partis aux colonies. Les autres se sont relâchés de la garde virile qu'ils avaient jusqu'alors montée à la frontière de l'Est.

Moins de dix ans après, c'était l'affaire Dreyfus. Quand la discorde civile atteint à ce degré, c'est qu'on ne sait plus ou qu'on ne veut plus savoir qu'il y a pour chaque peuple un péril extérieur. La trêve de l'exposition aggrava d'une crise de matérialisme facile et d'illusoire détente la lutte toujours ouverte. Quand ce fut fini, la France avait, encore un peu plus, oublié que l'Europe existait. L'Espagne mutilée, les Boërs annexés, la Russie humiliée, elle avait vu tout cela, sans en tirer de leçons. Pour la réveiller, il fallut qu'un matin de mars 1905 Guillaume II vint la défier à Tanger.

Ce réveil n'eut rien de triomphant. Comment l'eut-il été ? Le courage, à notre époque, est rarement inconscient. Pour se battre, il faut avoir au moins une chance de vaincre. Quelle chance pouvait espérer la France d'alors, méthodiquement désarmée par le général André et par M. Camille Pelletan ? Oh ! je sais bien qu'on aurait pu, quand même, avoir plus de tenue, masquer le sacrifice, justifié par ailleurs, de M. Delcassé, grâce à une démission collective du cabinet ; qu'on aurait dû, au Palais-Bourbon, ne pas dire tout haut certaines choses. N'empêche que la France avait alors ses raisons d'être affolée. A l'éclair du danger, elle découvrait le gouffre où, depuis des années, elle se complaisait. Elle mesurait ses erreurs de dix ans. Ce qui exprimait sa crainte de la guerre, c'était la conscience des fautes qui avaient préparé la défaite.

* * *

—

La crise passa. L'optimisme national était si fort que l'Allemagne, avec un peu d'adresse, l'eût ranimé à son profit. Pour un peu, on se serait dit que la cause de tout, c'est que "M. Delcassé avait mal parlé de l'Empereur".

Fort heureusement, c'est à Berlin qu'on prit soin de nous éviter cette illusion. Des semaines, des mois, des années d'incidents, les négociations de 1905, l'exaspérant trimestre d'Algésiras, l'affaire Moulay-Hafid, la question de la Chaouïa, celle, enfin, des déserteurs, ne laissèrent qu'aux dupes volontaires la possibilité de s'endormir dans les délices d'une Salente internationale. Quand le dernier de ces incidents éclata —octobre 1908— l'affolement escompté par l'Allemagne ne se produisit pas.

M. Clémenceau régnait alors sur la France. Ce vieux Chouan, mué en "bleu", trouva, sinon dans ses idées presque toutes critiquables, du moins dans l'instinct national un semblant d'inspiration. Il "dappa" M. Pichon et M. Jules Cambon. Le pays entendit dire non et pour la première fois sortit de son anesthésie. En 1905, il s'était dit : "La guerre est donc possible" et il avait tout fait pour s'y soustraire. En 1908, il disait : "Si elle est inévitable, acceptons-la". Pour qui a vu, dans les deux circonstances, la Chambre et le pays, la différence était frappante. A l'ahurissement avait succédé la résignation, une résignation sans tristesse, sans affaissement, mais sans entrain. Progrès important tout de même, qui permit au gouvernement, soutenu d'ailleurs par l'opinion unanime (moins l'"Humanité") de mener à bien la négociation franco-allemande.

Il est équitable d'ajouter que ces deux alertes avaient, matériellement autant que moralement, porté leurs fruits. Les criminelles lacunes de l'armement avaient été comblées. Quelques garnisons avaient été données à la dignité des chefs. Les intrigues embusquées dans le cabinet du général Picquart n'avaient pas suffi à détruire ce qui avait été fait d'utile sous certains ministères. Les réservistes s'en rendaient compte, de façon diffuse et approximative, mais suffisamment nette quand même. Et par là encore s'expliquait le calme du pays.

—

Cette fois-ci, ce n'est plus du calme, c'est de l'allégresse et voilà le grand, le capital fait nouveau que l'on ne saurait trop méditer.

De l'allégresse—non point certes à vouloir pour rien, pour le plaisir, une guerre de magnificence, comme en faisaient Louis XIV ou Napoléon Ier—mais de l'allégresse à accepter le devoir national, si l'heure est venue de le remplir. J'ai entendu dix, vingt, cent rengagés s'écrier : "Qu'est-ce qu'on attend ? Ça finira toujours par la guerre ! Allons-y !" J'ai vu, dans l'ouest et le midi de la France, des comices agricoles tourner en meetings belliqueux. Pourquoi ? Parce que, à n'en point douter, la masse populaire, qui ne concevait pas la possibilité d'une guerre franco-allemande en dehors d'une provocation française, qui n'admettait point que le vainqueur d'hier pût être l'agresseur de demain, est aujourd'hui convaincue, par dix ans, ou presque, de difficultés, que c'est l'Allemagne qui nous cherche ; que c'est l'Allemagne qui nous poursuit ; que, tôt ou tard, nous serons attaqués et donc que mieux vaut en finir tout de suite.

Dans quelle mesure cet état d'esprit, est-il justifié ? Peu importe. On peut penser, non sans raison, qu'en Allemagne la volonté de guerre n'existe pas et que les provocations sont la menue monnaie d'un orgueil infini, mâtiné de lourdeur. Mais si le public français croit à cette volonté, c'est, à notre point de vue, comme si elle existait. Le sentiment collectif n'obéit pas aux mêmes lois que la raison individuelle. Il est par essence un total d'idées-forces et, par là même qu'il est conçu, il est déjà sur le chemin de l'acte. Cette disposition de l'âme française, que les Allemands méconnaissent, introduit dans le problème international un élément nouveau. Nous avons eu jusqu'ici des gouvernements timides qui pensent plaire au peuple par leur timidité. Je ne sais si nous aurons désormais des gouvernements audacieux Mais je m'assure que cette audace ne déplairait point.

Qu'est-ce à dire, sinon que des années d'intoxication politique n'ont pas suffi à tuer l'âme française ? Certes toutes les craintes étaient permises. Des tyrans de majorités aux tyranneaux de clocher, l'organisation s'étendait sur le pays, prenante et adhérente. On enseignait aux enfants que l'ennemi n'est pas au-delà, mais en deçà de la frontière ; que la seule lutte digne d'un citoyen conscient est la lutte anticléricale ; que la guerre est une survivance du passé et que l'armée n'a plus rien à faire, même dans les grèves. On effaçait des livres de classes le récit des victoires françaises. On était laïque avant d'être national. On bêlait à la paix, sauf à la paix civile.

Aujourd'hui, c'est fini de tout cela, et à l'instituteur qui voudrait chanter cette vieille chanson, le village ferait une conduite de Grenoble. La France a compris que "ce n'était pas vrai". Elle a vu la réalité et elle n'en détache plus ses regards.

—

Ce changement est un réconfort, auquel on voudrait ne pas infliger l'amertume d'une restriction. Comment pourtant ne pas se demander si cette évolution morale s'est accomplie dans le cadre matériel qui sans doute lui est nécessaire ? Qu'elle soit précieuse nul ne le conteste. Qu'elle soit décisive, on en peut douter.

Les conflits modernes ne s'improvisent pas. La force d'âme n'est pas moins nécessaire qu'autrefois : mais elle n'est plus suffisante. Il n'est pas de guerre impromptu qui soit une guerre victorieuse. La victoire requiert d'abord une volonté qui, longuement, mûrement, ait voulu et préparé la lutte. La France est-elle sûre d'avoir eu, pour la conduire, cette volonté ? Est-elle sûre d'avoir—je ne dis point le ministère, car les hommes importent peu—mais le système de gouvernement qui réponde à ses aspirations nouvelles ou renouvelées ? Est-elle sûre qu'il n'y ait point disproportion entre le but qu'elle semble se fixer et les moyens dont elle dispose ? Est-elle sûre que, pour donner à son existence nationale l'allure relevée qu'elle souhaite, une période de préparation un stage ne soit point indispensable ? Toutes ces questions se résument en une seule : sommes-nous prêts ?

Je ne parle pas seulement de la préparation technique. Je parle de la préparation générale. Nous avons des canons, des fusils, des chevaux, des hommes. Il est certain que nous avons des chefs, encore que tous peut-être ne soient pas à la place où leur mérite pourrait le mieux s'employer. Mais la France, qui, comme peuple, est et demeure capable de surprenants renouveaux, a-t-elle regardé, de ses yeux rajeunis, les Chambres qu'elle s'est données et qu'elle garde ? A-t-elle entendu ce que Assemblées qu'elles entendent son appel ? Ne devrait-elle pas, si elle veut à l'avenir parler à l'Europe d'un autre ton, changer de ton d'abord chez elle ? Avant de négocier autrement, voter autrement ?

C'est sans esprit de parti que je pose ces questions. Je les pose parce qu'elles résultent et de l'évolution du pays et de la stagnation du Parlement ; parce que les sentiments nouveaux, si agréables à constater, ne porteront leur fruit que s'ils sont ordonnés, encadrés, dirigés ; parce que je n'aperçois pas que, dans les derniers mois, la France, si prompte aujourd'hui à les exprimer, ait pris soin de leur assurer cet ordre, ce cadre, cette direction. Une admirable matière nationale s'offre à qui veut la travailler. Jamais le pays n'a été plus fiche. Jamais il n'a été plus prêt à l'union, plus désireux de l'action, plus capable d'entendre des maximes de sagesse sans humiliation et de fermeté sans jactance. Mais ces maximes, qui les lui dictera ? Cette impulsion, qui la lui donnera ? Peut-il l'attendre de cabinets voués, dès avant la rentrée des Chambres, à l'âpre défense d'une existence menacée par les mêmes armes qui ont servi naguère à la créer ?

Troublante incertitude qui tient en deux propositions. Le corps national vient de prouver qu'il est amendable. Le système gouvernemental est-il en état de fournir la même preuve ?

XXX.

Mort du sous secrétaire Colman

St-Louis, 3 novembre — M. Norman J. Colman, premier sous-secrétaire du département fédéral de l'Agriculture, est mort ce matin dans un train qui le ramenait à St Louis où il a son domicile.

M. Colman avait été frappé d'une attaque d'appoplexie, hier, à Lexington Junction, Mo.

—o—

Accident causé par un rail défectueux.

Atlanta, Gie, 3 novembre—Les directeurs de la Compagnie de Chemin de fer Southern ont déclaré ce matin que le déraillement du train de voyageurs survenu jeudi soir à 6 milles d'Atlanta, a été causé par la rupture d'un rupture d'un rail.

Une enquête ouverte immédiatement après l'accident a démontré que cette rupture était due à une "paille", c'est à dire à un défaut caché dans l'acier du rail.

Cet accident a coûté la vie à deux employés et dix passagers ont été plus ou moins grièvement blessés.

—o—

C'est le Baker et il est Délicieux

Fabriqué par un procédé mécanique parfait d'amandes de cacao de premier ordre, scientifiquement mélangées, il est de la meilleure qualité, plein de force et véritablement pur et sain.

Vendu en boîtes en ferblanc d'un poids net de 1/2 lb., 1/4 lb., 1/2 lb. et 1 lb.

Brochure de Recettes de Choix Envoyée Gratuitement

WALTER BAKER & CO. Ltd.

ETABLIS EN 1780 — DORCHESTER, MASS.

LA REVOLUTION EN CHINE.

—o—

Changhaï est au pouvoir des rebelles.

—o—

Changhaï, 3 novembre—L'arsenal et le quartier indigène de Changhaï ont été pris par les rebelles, vendredi soir. Les autorités n'ont tenté aucune résistance. Après avoir pris la ville les insurgés ont marché sur Wou Sung une place forte située sur le fleuve à une dizaine de milles de Changhaï, avec la détermination de s'en emparer.

On croit que Nankin et Ching Kiang seront pris par les rebelles avant dimanche.

Quelques uns des navires étrangers mouillés dans le port ont débarqué des détachements de marins sitôt qu'il eut été annoncé que les insurgés se préparaient à attaquer la ville. Toutes les précautions ont été prises pour protéger les concessions étrangères.

La prise de l'arsenal et du quartier indigène a eu lieu sans effusion de sang ; les soldats et la police n'ont pas cherché à s'opposer à l'avance des insurgés, mais au contraire ont fraternisé avec eux.

Le tôtaï se rendant compte que la prise de la ville était inévitable, a fait afficher une proclamation sur les murs conseillant à la population de rester calme et recommandant aux magasins, pour éviter une panique, de ne fermer leurs portes qu'à l'heure habituelle.

Ces recommandations ont été suivies et il n'y a pas eu de désordres à l'exception de quelques coups de feu tirés au moment de la prise de l'arsenal, coups de feu qui du reste n'ont fait de mal à personne.

—Londres, 3 novembre - Une dépêche de Changaï mande que la gendarmerie indigène de Chapei, un faubourg de Changhaï, s'est mutinée ce matin et a incendié la demeure du chef de la police.

—Pékin, 3 novembre—L'Assemblée Nationale a terminé aujourd'hui la rédaction de la constitution chinoise, laquelle est basée dans ses grandes lignes sur la constitution anglaise, et l'a présentée à l'empereur qui l'a immédiatement acceptée.

Cette constitution restreint étroitement le pouvoir du trône, et interdit la nomination des princes impériaux aux fonctions de gouverneurs de provinces.

Voici les principaux articles de cette Constitution :

"L'Empereur régnera toujours, mais son pouvoir sera limité par la Constitution.

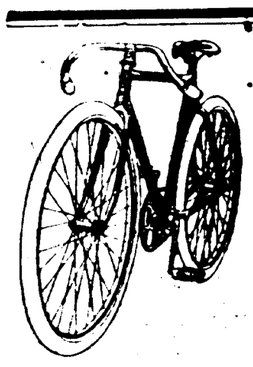
"Le Parlement seul pourra réviser la Constitution.

"Les membres de la Chambre haute seront élus par le peuple et choisis parmi les personnages particulièrement éligibles.

"L'empereur assumera le commandement en chef de l'armée et de la marine, mais lorsque les affaires intérieures récessiteront leur intervention l'empereur devra observer les conditions spéciales qui seront décidées par le Parlement.

"Aucun traité ne pourra être conclu avec une nation étrangère sans l'assentiment du Parlement".

Au Cycliste Français



Bicyclettes, Motocyclettes, Automobiles et Accessoires

M. ZILBERMANN

924 RUE CANAL

PHONE MAIN 1781.

Bicyclettes pour enfants, demoiselles et grandes personnes, avec les derniers perfectionnements, à des prix défiant toute concurrence.

Nous réparons vos Bicyclettes à des prix raisonnables. Nous cherchons et délivrons vos Bicyclettes sans frais.

Avant d'acheter ou de réparer, consultez-nous et vous serez satisfait.

1er oct

W. G. COYLE & CO.,

Charbon et Coke,

PHONE MAIN, 2125. 2126, 2127,

337 RUE CARONDELET.

15 oct

L'accord franco-allemand.

Paris, 3 novembre—Le contenu du pacte franco-allemand, officiellement annoncé aujourd'hui, fait voir que l'Allemagne reconnait à la France le droit d'établir un protectorat au Maroc, et que les deux nations s'engagent à obtenir l'adhésion à cet accord des autres puissances signataires de la convention d'Algésiras.

En compensation de la liberté d'action politique qu'elle lui accordeau Maroc, la France cède à l'Allemagne un territoire d'une superficie d'environ 250,000 kilomètre carrés dans la partie nord du Congo Français, territoire qui touche à la colonie allemande du Cameroun

Ce territoire est habité par un million de nègres et son commerce extérieur s'élève à 12,000,000 de francs par an.

—

La nouvelle frontière allemande partira de la baie de Monda et coupera le territoire français pour rejoindre le Congo au nord du confluent de l'Alissa ; elle remontera la rive du Congo pendant plusieurs kilomètres et s'infléchira eusuite vers le nord-ouest. Sur l'Oubanghi la frontière allemande reviendra former une seconde pointe qui touchera le fleuve sur quelques kilomètres en un point situé entre Mongoumbi et Fort Possel.

La France, conserve le droit de construire une ligne de chemin de fer à travers le territoire allemand pour relier ses colonies équatoriales. L'accord ne fait aucune mention du Togo, par contre l'Allemagne cède à la France, au sud du lac Tchad, la petite bande de terre comprise à partir de Logone et de Milé, entre le cours du Chari et le cours de la Logone, jusqu'à la ligne frontière des territoires militaires du Tchad. C'est l'extrémité de ce qu'on appelle "le bec de canard".

La France s'engage à maintenir l'égalité économique et la liberté commerciale au Maroc, conformément aux traités existants.

La croix de l'Ordre de St-Grégoire conférée à un américain.

New York, 3 novembre— Il est annoncé ici de Rome, que le Pape a conféré à Frederic Courtland Penfield, de cette ville, la grande croix de l'Ordre de St-Grégoire, en reconnaissance de ses bienfaits aux institutions d'éducation Catholiques. C'est le premier américain auquel une distinction aussi élevée est accordée dans cet ordre dont il y a quatre degrés.

M. Penfield est une autorité reconnue dans les questions de diplomatie et de politique internationale.

Il a passé quatre ans en Egypte comme ministre résident des Etats-Unis et a occupé d'autres postes diplomatiques.

—o—

Incendie déplorable.

Londres, 3 novembre—Un incendie dans le quartier commercial de la ville a causé aujourd'hui une perte de $750,000 et mis cinq cents personnes hors d'emploi. Le feu a pris dans le magasin de J. H. Chapman & Cie. Les usines de la Purdon Hardware Company, de la Chapman Company et nombre d'autres ont été entièrement détruites.

—o—

Mort d'un ex-président du Louisville-Nashville.

New York, 3 novembre—M. Victor Newcomb, ancien président de la Compagnie de chemin de fer Louisville et Nashville, est mort ce matin à Atlantic City, à l'âge de 67 ans.

—o—

JETEZ LES YEUX SUR NOS VITRINES

123 pieds rue N. Remparts—150 pieds rue Iberville.

FRANCIS MAESTRI.

Nous prenons plaisir à attirer l'attention de nos nombreux amis et clients ainsi que du public en général sur le très Grand et Nouveau Stock Artistique et bien assorti de Meubles du tout dernier genre et de styles qui ne pourront manquer de plaire même aux plus difficiles. Tout ce que nous demandons c'est que vous veniez examiner nos marchandises et en voir le prix. Nous garantissons qualité et prix. Notre stock d'automne est extrêmement beau.

PAUL MAESTRI.

FRANCIS AND PAUL MAESTRI FURNITURE CO.,

LE MAGASIN DE MEUBLES LE MEILLEUR MARCHE EN VILLE.

Au Coin des Rues Remparts et Iberville. Phone Main 243

UN SEUL MAGASIN. LE GRAND. FAIRE SUCCURSALE